



02 janvier 2012

Abrogation immédiate de la loi L.R.U.

La loi relative aux **L**ibertés et **R**esponsabilités des **U**niversités (LRU) qui a instauré l'autonomie financière des Universités n'a d'autre objectif que la main mise du patronat sur l'Université, la privatisation de l'enseignement supérieur et la liquidation du statut des personnels.

Le 16 décembre le Conseil d'administration de l'Université de Rennes 1 a voté le budget 2012. Ce budget « en équilibre » dont se félicite le Président de l'Université, Guy Cathelineau, correspond à une réduction de 3,9 millions d'euros des dépenses de la masse salariale. Au gel de 1,3 millions d'euros sur la masse salariale « imposé » par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le président en rajoute, ce qui se solde par une diminution du nombre de postes ouverts au concours en 2012 : sur les 103 postes prévus **33 postes de titulaires ne seront pas publiés**, ce qui correspond à **une baisse de 32% de recrutements** pour une Université dont le nombre d'étudiants augmente (+ 3% d'effectifs prévus en 2012) et dont les unités de recherche ont été classées en A ou A⁺ lors de la dernière évaluation nationale.

Les élus CGT du Conseil d'Administration ont voté contre le budget et ont démissionné en pleine séance du Conseil d'Administration. Le Comité Technique d'Entreprise (CTE) a voté à l'unanimité contre les propositions de l'Université concernant la campagne d'emploi 2012. Ils ont refusé de cautionner une politique qui grève lourdement le potentiel d'enseignement et de recherche de l'Université, qui dégrade les conditions de travail du personnel et qui pénalise les étudiants, les doctorants et les nouveaux docteurs.

Pour le PS il n'est pas question d'abroger la loi LRU. Il a annoncé la couleur lors du *Forum des idées sur l'enseignement supérieur et la recherche*, dont Axel Kahn -qui a dirigé l'Université de Paris V en utilisant toutes les ressources antidémocratiques de la loi LRU - était le *grand témoin* : « l'autonomie des universités est une bonne chose (...) et en 2012 toutes les universités auront accédé à l'autonomie élargie comme le prévoit la loi LRU (...) il faudra prendre acte de l'héritage ».

En 2012, Sarkozy président ou Hollande rien ne changera. L'Université servira toujours plus les intérêts du capital.

Notre candidat, Christophe Ricerchi, demande l'abrogation immédiate de la loi LRU.

www.sitecommunistes.org